

DELEGATION REGIONALE PARIS IDF Sud
Pôle achats
48-50, rue Albert
75640 Paris Cedex 13

Pour le compte de l'unité US11
Hôpital Paul Brousse
16 av Paul Vaillant Couturier
94800 Villejuif

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Objet du marché

**MARCHE RELATIF A LA PRESTATION DU TIERS DE CONFIANCE DE LA COHORTE
CONSTANCES – UMS11**

Etabli en application du code de la commande publique issu de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n° 2018-1075 Du 3 décembre 2018

Pouvoir Adjudicateur (PA) :
Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (Inserm)
Délégation Régionale Paris IDF SUD

SOMMAIRE

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1. Objet du marché	3
1.2. Procédure de mise en œuvre	3
1.3. Forme du marché	3
1.4 Nature du marché	3
1.5. Durée du marché- délai d'exécution	3
1.5.1 Cadre général	3
1.5.2 Reconduction du marché	3
1.5.3 Début d'exécution	4
1.6. Représentant des parties	4
1.6.1 Au sens du présent marché	4
1.7. Sous-traitance	5
ARTICLE 2. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	5
ARTICLE 3. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
3.1. – Bon de commande	6
3.2. – Obligation du titulaire	7
3.3. – Obligation de l'Inserm	9
3.4. – Condition d'exécution	9
ARTICLE 4. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	11
4.1. - Opérations de vérification	11
4.2. – Décision après vérification	11
ARTICLE 5. RESPONSABILITE	12
ARTICLE 6. PROPRIETE INTELLECTUELLE	12
ARTICLE 7. GARANTIES FINANCIERES	13
ARTICLE 8. AVANCE	13
ARTICLE 9. PRIX DU MARCHE	13
9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	13
9.2 – Révision des prix	13
9.3 – Clause de sauvegarde	14
ARTICLE 10. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT	14
10.1. - Présentation des demandes de paiement	14
10.2. - Délai global de paiement	15
10.3. - Intérêts moratoires	16
10.4. - Ordonnateur et comptable assignataire	16
10.5. - Acomptes	16
ARTICLE 11. PENALITES	17
11.1. – Pénalités pour retard	17
11.2. – Pénalités pour non-respect des dispositions environnementales et sociales	17
ARTICLE 12. ASSURANCE	17
ARTICLE 13. RESILIATION	18
ARTICLE 14. MODIFICATION RELATIVE AU TITULAIRE DU MARCHE	18
ARTICLE 15. MODIFICATION DES CONDITIONS DU MARCHE	18
ARTICLE 16. RESPECT DES DISPOSITIONS LEGALES	18
ARTICLE 17. DIFFERENDS ET LITIGE	19
ARTICLE 18. LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS	19

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations du Tiers de Confiance de la cohorte CONSTANCES pour le traitement des tâches récurrentes répondant aux besoins du Plateau Informatique du Centre de recherche en Epidémiologie et Santé des Populations (CESP).

Ces prestations comprennent :

- Initialisation ;
- Traitement des tâches récurrentes ;
- Réversibilité.

Les prestations à exécuter sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Toutes les dispositions du CCAG-FCS s'appliquent au présent marché sauf stipulation dérogatoire prévue dans les clauses particulières du présent cahier.

1.2. Procédure de mise en œuvre

La procédure de passation utilisée est la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

1.3. Forme du marché

Le présent marché est un marché mixte comportant une part à prix forfaitaire et une part à prix unitaires.

Les prestations d'initialisation et de réversibilité seront traitées à prix forfaitaire et figurent à l'article 3.3.1 et 3.3.3 du CCTP.

Les prestations de prise en charge des tâches récurrentes dont la liste figure à l'article 3.3.2 du CCTP seront traitées à prix unitaires.

1.4 Nature du marché

Le présent marché est un marché de prestation de services.

Le marché n'est pas alloué en application des articles L2113-10 et L2113-11 du code de la commande publique pour la raison suivante :

La dévolution risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.5. Durée du marché- délai d'exécution

1.5.1 Cadre général

La période initiale du marché est de douze (12) mois à compter de la notification.

1.5.2 Reconduction du marché

La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. Le marché est reconductible 3 fois par tacite reconduction à compter de sa date anniversaire sans que sa durée totale puisse excéder 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché.

Le titulaire ne serait refuser une reconduction. En cas de non-reconduction, le titulaire en est averti préalablement dans un délai maximum de deux mois avant l'échéance du contrat, par courrier recommandé.

La décision non reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à la date d'expiration du marché. Leur durée d'exécution ne saurait excéder six mois après cette date.

1.5.3 Début d'exécution

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat. A titre indicatif, le début d'exécution des prestations aura lieu au 2^{ème} trimestre 2025.

1.6. Représentant des parties

1.6.1 Au sens du présent marché

♦ La Délégation Régionale Paris IDF Sud de l'Inserm est le Client, représentée par sa Déléguée Régionale, Madame Laurence Parmantier, ci-après dénommée « Le Pouvoir adjudicateur (RPA) »,

♦ Le « titulaire » est le prestataire de services qui conclut le marché avec La Délégation Régionale Paris IDF Sud de l'Inserm.

1.6.2 Personne habilité à représenter le PA pour besoin d'exécution

Les personnes responsables du suivi du marché et du contrôle de la bonne exécution des prestations sont :

-Responsable de la cohorte Constances : Marie Zins

-Coordinateurs :

Frédéric Robergeau (responsable du PI du CESP, coordinateur de la prestation) ;

Stéphane Le Got (responsable du SI Constances, donneur d'ordre)

Les coordonnées précises seront transmises au titulaire après la notification du marché. Le pouvoir adjudicateur notifie toute modification des interlocuteurs au titulaire.

1.6.3 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne dès la notification du marché un responsable d'opération, interlocuteur privilégié de l'US 11, responsable du suivi, de l'avancement, de la qualité de la prestation et de l'encadrement et la coordination de ses équipes affectées au marché.

Cet interlocuteur devra maîtriser son sujet, avoir les compétences techniques suffisantes et pouvoir justifier d'une expérience récente, reconnue et positive dans des prestations similaires.

L'expérience et les compétences minimales de cette personne sont celles décrites par le titulaire dans son offre technique.

Il organisera la prestation avec l'Inserm. Il organisera et pilotera les réunions techniques nécessaires à la préparation.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au PA les modifications survenant en cours d'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

1.7. Sous-traitance

Conformément à l'article L2193-1 et suivants de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations faisant l'objet du marché à condition d'avoir obtenu préalablement du PA l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement, conformément au modèle d'acte spécial de sous-traitance (formulaire disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr>), que le titulaire doit remettre au PA contre récépissé ou à envoyer par lettre recommandée avec avis de réception.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement devront être demandés dans les conditions définies aux articles R2193-10 et suivants du code de la commande publique.

D'une manière générale, les justifications concernant le(s) sous-traitant(s) sont identiques à celles exigées des candidats par l'acheteur public dans l'avis d'appel public à la concurrence relatif au marché initial, y compris, si l'Inserm le demande, les capacités techniques, professionnelles et financières ainsi qu'une présentation des références représentatives de la prestation, objet du marché.

L'absence de l'une de ces pièces et/ou la non-conformité des documents remis par le titulaire fait obstacle à l'acceptation des sous-traitants par la personne représentant le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent marché.

ARTICLE 2. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS/ les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (formulaire ATTRI1) et son annexe financière (Bordereau des prix) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe : utilisation des données ;
- Le Cahier des Clauses techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives particulières générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services publié au Journal officiel du 1er avril 2021 ;
- Le mémoire technique du titulaire (construit sur la base du cadre de réponse technique).
- Les bons de commandes ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché;

Toute clause figurant dans les documents fournis par le titulaire, y compris les conditions générales de ventes du titulaire et contraire aux clauses du présent CCAP et du CCAG cités ci-dessus est réputée non écrite.

Les exemplaires originaux des pièces listées ci-dessous conservés dans les archives de l'Inserm font seule foi.

ARTICLE 3. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

3.1. – Bon de commande

Les bons de commande émis par l'établissement seront transmis par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Toutes les prestations chiffrées dans les annexes financières à l'acte d'engagement peuvent faire l'objet de bon de commandes émis par chaque membre du groupement.

Il s'agit d'un document écrit adressé au titulaire du marché qui précise les prestations, décrites dans le marché, dont l'exécution est demandée et en détermine les quantités.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Leur durée d'exécution ne saurait excéder six mois après cette date.

Les bons de commande comprennent à minima :

- La référence au présent marché ;
- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La référence et la date de la commande ;
- Le nom du service et l'adresse de facturation ;
- L'adresse du site et du bâtiment concerné et la désignation de la prestation à réaliser ;
- Le prix de la prestation ;
- Le taux et le montant de la TVA applicable ;
- Le montant TTC.

Les prestations à prix forfaitaires : d'initialisation et réversibilité ainsi que les prestations à prix unitaires correspondant aux tâches récurrentes démarrent à la réception des bons de commandes émis au fur et à mesure des besoins.

Le délai d'exécution des prestations les seuils suivants :

Activités	Doit intervenir :
Mise à jour des adresses et identités	Le jour fixe de la prestation (mardi)
Traitement de synchronisation avec la base TC	Le jour fixe de la prestation (mardi)
Analyse des rejets du traitement de synchronisation	Le jour fixe de la prestation (mardi)
Edition des courriers saisis par l'Equipe Constances (EC) dans l'Application de Suivi des CES	Le jour fixe de la prestation (mardi)
Support aux participants en relation avec le numéro vert ou la Hot Line	Jusqu'à J+3 de la demande
Rapport au coordinateur de la prestation	Le jour fixe de la prestation (mardi)
Traitement OPTIMIS (mise à jour des adresses via le flux LA POSTE) : Réception EC + Traitement + Envoi LA POSTE + Retour EC	Une fois par mois sur le jour fixe de la prestation (mardi)

Les réinvitations : Réception EC + Traitement + Envoi vers IR + Import Web ;	Une fois par mois sur le jour fixe de la prestation (mardi)
Les relances des réinvitations : Réception + Traitement + Envoi vers IR.	Une fois par mois sur le jour fixe de la prestation (mardi)
Import des PND (Plis Non Distribuables) fournis par l'EC	Une fois par trimestre sur le jour fixe de la prestation (dernier mardi du trimestre)
Purge de la base de données (RGPD) : Réception EC + Traitement	Une fois par trimestre sur le jour fixe de la prestation (dernier mardi du trimestre)
Suivi actif par questionnaire (envoi initial et relance à 6 mois) : Réception EC + Traitement + Envoi vers IR	Une fois par semestre sur le jour fixe de la prestation (mardi)
Gestion des fichiers d'adresse dans le cadre de projets adossés à Constances : Réception EC + Traitement + Envoi vers IR	A la demande, dans des délais convenus avec les responsables du suivi de la prestation
Application Primev'r (validation des diagnostics) : Mise à disposition des consentements et base de données par numéro d'enquête	A la demande, dans des délais convenus avec les responsables du suivi de la prestation
Extractions d'adresses pour la gestion des demandes d'abandon	A la demande, dans des délais convenus avec les responsables du suivi de la prestation
Analyse et recherche en base de volontaire non trouvé par l'EC ou les CES	A la demande, dans des délais convenus avec les responsables du suivi de la prestation
Traitement d'un nouveau flux : mise en œuvre en collaboration avec l'EC après réception d'un cahier de charges	A la demande, dans des délais convenus avec les responsables du suivi de la prestation
Participation à des chantiers d'optimisation de flux sur les bases gérées (ex : chantier adresse dont l'objectif est de récupérer les adresses des « perdus de vue »)	A la demande, dans des délais convenus avec les responsables du suivi de la prestation
Mise à jour des programmes et de la documentation	En continu, sur le jour fixe de la prestation (mardi)

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai maximal de 7 jours à compter de la date à laquelle les causes faisant obstacle au respect du délai contractuel, sont apparues.

La prolongation des délais prévue à l'article 13.3.3 du CCAG-FCS est accordée par l'US11 ou son représentant dûment habilité.

3.2. – Obligation du titulaire

3.2.1. - Obligation de réaliser les prestations

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations telles que décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ainsi qu'à fournir toutes les ressources nécessaires à la bonne exécution du marché.

A ce titre, il s'engage notamment à :

- Désigner pour l'ensemble des prestations responsable de l'exécution des prestations qui sera l'interlocuteur de l'Inserm US11 et qui aura sous son autorité les personnels dévolus à la réalisation des prestations ;
- Respecter les délais indiqués dans les pièces du marché ;

Le titulaire s'engage à réaliser l'ensemble de ces prestations dans le respect des Bonnes Pratiques.

3.2.2. - Obligation de conseil et d'information

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux prestations du marché. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

3.2.3. - Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'Inserm, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

A ce titre, il s'engage notamment à :

- Ne pas utiliser les documents ou informations traités à des fins autres que celles définies dans la prestation ;
- Ne pas divulguer les informations dont il a connaissance à d'autres personnes ;
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter une utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques et des informations qu'ils contiennent en cours d'exécution de la prestation ;
- Ne pas utiliser les documents ou informations traités à des fins autres que celles définies dans la prestation ;
- Ne pas divulguer les informations dont il a connaissance à d'autres personnes ;
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter une utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques et des informations qu'ils contiennent en cours d'exécution de la prestation.

Par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, bien qu'ils n'aient pas été signalés comme présentant un caractère confidentiel, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution des contrats, en s'assurant du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

3.2.4. - Obligation d'information de modifications affectant le titulaire

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS le titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'Inserm avec présentation de pièces justificatives, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.
- et généralement toutes les modifications importantes qui se rapportent au fonctionnement de l'entreprise.

3.3. – Obligation de l'Inserm

Les personnes chargées pour le compte de l'Inserm de la bonne exécution des prestations objet du marché sont désignées à l'article 3.1.1.

L'Inserm s'engage à maintenir, tout au long de l'exécution des prestations, une collaboration active et régulière avec le titulaire.

3.4. – Condition d'exécution

Les prestations et les fournitures devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Dans le cadre du présent marché, le Titulaire s'engage à Assurer et respecter la prestation décrite dans les conditions définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuels avenants.

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels qu'il a désignés. En cas de problème, ponctuel ou pérenne, il revient au Titulaire d'en informer immédiatement l'établissement et de proposer une solution ou des moyens qui devront être validés par la personne publique.

Toute modification définitive dans les conditions d'exécution doit faire l'objet d'un avenant.

3.4.1 Condition d'exécution à caractère environnemental

Le titulaire du marché s'engage à mettre en œuvre des pratiques visant à réduire l'impact environnemental des prestations exécutées.

A cet égard et dans le cadre des prestations le titulaire devra privilégier l'usage de serveurs partagés plutôt que l'envoi de plusieurs versions successives par mail, favoriser le format numérique pour réduire la consommation de papier ou l'utilisation de papier recyclé.

Dans le cadre des prestations, le titulaire devra mettre en place des actions visant à :

- la limiter le renouvellement des appareils numériques ;
- revaloriser les équipements numériques utilisés ;
- promouvoir des datacenters et des réseaux moins énergivores
- mettre en œuvre une politique de sobriété numérique.

Les engagements du titulaire seront décrits dans son offre et devront être tenus tout au long de l'exécution du marché.

En cas de non-respect de ses engagements, le titulaire encourt une pénalité telle que prévue à l'article 10.2.1 du présent CCAP.

3.4.2 Condition d'exécution à caractère social

Dans le cadre de ce marché public, le pouvoir adjudicateur, soucieux de promouvoir l'emploi et de lutter contre l'exclusion, inclut une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

L'entreprise attributaire du marché doit réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Un minimum de 50 heures d'insertion doit être réalisé par l'entreprise titulaire dans le cadre de l'exécution du marché.

3.4.2.1 Publics visés

Les publics concernés par cette clause d'insertion sont :

- Les jeunes sans diplôme ou de niveau infra 5 (niveau inférieur au CAP/BEP) ;
- Les demandeurs d'emploi de longue durée (selon les critères définis par Pôle Emploi) ;
- Les allocataires de minima sociaux ou leurs ayants droit ;
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, conformément à l'article L. 5212-13 du Code du travail ;
- Les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), telles que celles mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI), une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), une Entreprise d'Insertion (EI), un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI) ou encore une Régie de Quartier agréée ;
- Les salariés recrutés dans le cadre des Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) ou d'associations ayant le même objectif.

Le volume horaire d'insertion (minimum de 50 heures) devra être précisé dans l'offre technique remise par le titulaire.

3.4.2.2 Mise en œuvre des actions d'insertion

L'entreprise titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion selon les modalités définies ci-après :

-1ère modalité : recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une entreprise d'insertion : L'entreprise titulaire peut confier une partie des travaux ou services à une entreprise d'insertion reconnue.

- 2ème modalité : mise à disposition de salariés : L'entreprise titulaire peut solliciter un organisme extérieur pour mettre à disposition des salariés en insertion (par exemple : une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion, un GEIQ ou une Association Intermédiaire).

- 3ème modalité : embauche directe : Les heures travaillées par les personnes embauchées en CDI ou en CDD, pendant la durée du marché, sont comptabilisées au titre de la clause d'insertion.

Les heures travaillées qui seront comptabilisées sont celles effectuées pour l'exécution du présent marché.

3.4.2.3 - Modalités de contrôle de l'action d'insertion

L'exécution des actions d'insertion fera l'objet d'un contrôle par le pouvoir adjudicateur. À cette fin, le titulaire devra fournir, à la demande et dans les délais impartis, tous documents justificatifs relatifs à la mise en œuvre de la clause, et notamment :

- Une attestation mensuelle des heures réalisées ;
- Les contrats de travail ou les conventions liées aux personnes concernées ;
- Les postes occupés et les missions effectuées ;

Tout justificatif attestant de l'éligibilité des personnes concernées (par exemple : attestation de bénéfice de minima sociaux).

En cas de difficultés dans la mise en œuvre de la clause, le titulaire doit en informer le pouvoir adjudicateur par courrier recommandé avec accusé de réception. Des mesures pourront alors être envisagées pour ajuster les modalités d'exécution des actions d'insertion.

3.4.2.4 Sanctions en cas de non-respect

Le non-respect des engagements en matière d'insertion entraîne l'application de pénalités financières prévues dans le présent marché à l'article 11.2.2 du CCAP.

ARTICLE 4. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1. - Opérations de vérification

La personne habilitée à procéder aux opérations de vérification et d'admission est le Directeur de l'unité US 11 ou son représentant.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG-FCS le délai imparti à l'Inserm pour procéder aux opérations de vérification quantitatives et qualitatives et pour notifier sa décision est de 15 jours à compter de la date de livraison de chaque livrable.

Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

4.2. – Décision après vérification

4.2.1. – Vérification quantitative

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée et celle indiquée sur le bon de commande. Elles seront effectuées dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

4.2.2. – Vérification qualitative

Les opérations de vérification qualitatives seront effectuées conformément à l'article 28 et 29 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS, les opérations de vérification démarrent à compter de la date de livraison de chaque livrable.

A l'issue de cette vérification, l'Inserm prend une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions fixées à l'article 30 du CCAG-FCS.

Ajournement : La décision d'ajournement a pour effet d'interrompre l'exécution du marché et de reporter la décision d'admission de l'équipement, sous réserves de modifications incombant au titulaire.

Ce dernier doit signifier à l'Inserm son acceptation desdites modifications par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 10 jours à compter de la réception par le titulaire de la décision d'ajournement.

Admission avec réfaction : La décision d'admission avec réfaction consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Rejet : Lorsque l'Inserm juge que l'équipement fourni appelle les réserves telles qu'il ne lui apparait pas possible d'en prononcer l'ajournement ou la réfaction, il notifie une décision motivée de rejet. Le titulaire dispose d'un délai de 10 jours à compter de la réception de la décision de rejet pour présenter ses observations. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'Inserm. Si le titulaire formule des observations, l'Inserm dispose du même délai pour notifier sa décision.

La décision de rejet prononcée par l'Inserm entraîne le remplacement de l'équipement par un nouvel équipement, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 5. RESPONSABILITE

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges techniques. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

ARTICLE 6. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Par dérogation aux dispositions de l'article 35 du CCAG-TIC, l'ensemble des résultats issus du présent marché public feront l'objet d'un transfert de propriété au profit de l'Inserm dès leur réalisation sans qu'il soit nécessaire de le formaliser par un acte de cession.

Tous les éléments fournis au titulaire par l'UMS 011 Inserm UVSQ et produits par le titulaire dans le cadre de l'exécution des prestations sont la propriété l'UMS 011 Inserm UVSQ.

Le titulaire n'acquiert aucun droit de propriété intellectuelle d'aucune sorte du fait de l'exécution des prestations prévues au marché.

Dans la mesure où, pour les besoins de l'exécution du marché, l'Inserm met à la disposition du titulaire des développements, fichiers de données ou, d'une manière générale, des éléments soumis au régime de la propriété intellectuelle ou industrielle, la reproduction ou l'utilisation par le titulaire des éléments ci-dessus, à d'autres fins que l'exécution du présent marché, est interdite sans autorisation écrite et préalable de l'Inserm.

Le titulaire s'engage à ne pas porter atteinte aux droits de l'Inserm ou aux droits concédés à l'Inserm de quelque façon que ce soit et à faire prendre le même engagement à son personnel et ses sous-traitants affectés à l'exécution des prestations.

Le titulaire renonce à toute revendication concernant le droit d'auteur ou toute rémunération complémentaire liées aux droits de propriétés transférés.

Les parties déclarent expressément que les dispositions du présent article demeureront en vigueur après la cessation du présent marché, pour quelque cause que ce soit et notamment en cas de résiliation du présent marché, qu'il y ait ou non faute du titulaire.

ARTICLE 7. GARANTIES FINANCIERES

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

ARTICLE 8. AVANCE

Il est fait application de l'option A au titre de l'article 11 du CCAG-FCS relatif à l'avance. Dans les conditions décrites aux articles R. 2191-3 à R. 2191-5 du Code de la commande publique, sauf indication contraire mentionnée par le titulaire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 20 %.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 10%.

L'avance est remboursée selon les modalités fixées aux articles R. 2191-11, R. 2191-12 et R. 2191-19 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, seuls les sous-traitants bénéficiant du paiement direct peuvent se prévaloir de l'avance. Celle-ci est versée, sur demande du sous-traitant, dans les quarante-cinq (45) jours suivants la notification du marché.

Si la déclaration de sous-traitance intervient a posteriori de la notification du marché, le Titulaire doit rembourser la partie de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même si le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

ARTICLE 9. PRIX DU MARCHE

9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix fixés aux annexes financière à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés complets et comprennent les prestations demandées, les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais nécessaires à la réalisation complète des missions confiées au titulaire,

Ils sont établis en tenant compte :

- des diverses dispositions d'exécution reprises dans le CCTP, de la réglementation en vigueur relative aux prestations objets du présent marché.

9.2 – Révision des prix

Les prix sont révisables à partir d'un an à compter de la date d'anniversaire de la notification du marché, ceci une seule fois par an.

Pour la première année d'exécution du marché public, les prix seront fermes et non révisables, conformément aux dispositions de l'article R2112-9 du Code de la commande publique.

La révision des prix peut se faire à la baisse comme à la hausse.

La demande de révision doit émaner du titulaire. Elle doit parvenir avant la date anniversaire. Par mail à l'adresse suivante achat.paris11@inserm.fr. Un fichier Excel contiendra les nouveaux tarifs et la méthode utilisée. L'ajustement ne sera appliqué qu'à compter de leur date de réception.

Si le titulaire n'a pas fait parvenir les éléments de réajustement de prix avant la date anniversaire, l'ajustement ne sera appliqué qu'à compter de leur date de réception.

Sans opposition de l'Inserm dans un délai de 15 jours suivant la date de réception du mail contenant le document de révision des prix susvisé du titulaire, les nouveaux prix sont réputés acceptés par l'Inserm et automatiquement applicables.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé « Mois zéro » (Mo).

Les prix sont révisibles selon la formule suivante :

$$P = P_{n-1} \times (0,125 + 0,875 \times (I/I_0))$$

Où

P = Prix de règlement hors TVA

P_{n-1} = Dernier prix du marché hors TVA

0,125 = partie fixe obligatoire

0,875 = partie variable

I₀ = Valeur de l'indice du mois d'établissement des prix P₀

I = Valeur du même indice pour le mois de révision

L'indice I utilisé est : 010599863 – Indice du coût du travail - Salaires seuls - Activités spécialisées, scientifiques, techniques. Cet indice est disponible sur le site de l'INSEE : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010599863>

9.3 – Clause de sauvegarde

Une clause de sauvegarde de 3% pourra s'appliquer pour envisager en cas d'augmentation des prix unitaires constatée supérieure à 3% la possibilité pour le représentant du pouvoir adjudicateur de résilier le marché

ARTICLE 10. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

10.1. - Présentation des demandes de paiement

Les modalités de présentation des demandes de paiement seront établies selon les règles relatives à la facturations électroniques prévues par le code de la commande publique aux articles L2192-1 à L2192-7.

Les demandes de paiement seront libellées à :

INSERM – Délégation Régionale Paris IDF Sud
Deuxième étage

48-50 rue Albert
75640 Paris cedex 13

Les demandes de paiement seront transmises trimestriellement et porteront outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire
- Référence du présent marché
- Référence du bon de commande
- Date de la facture
- Date d'exécution ou la période relative à la facturation
- Le nom et l'adresse complète de l'unité Inserm destinataire de la prestation ou de la fourniture
- Désignation de la prestation assurée/de la fourniture livrée
- Le montant hors taxes
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant toutes taxes comprises
- Le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur le présent marché

Le titulaire devra transmettre au SC10-US19 un état des prestations réalisées tous les mois et celui-ci transmettra à la Délégation régionale une fiche de service fait qui permettra au service financier le paiement des factures correspondantes.

Seront déduites le cas échéant les pénalités et réfections prévues au CCAG-FCS

Facture dématérialisée : portail Chorus Pro

Le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

L'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Cette transmission est effectuée par dépôt de la facture au format PDF.

La facture du titulaire est déposée sur le portail Chorus Portail pro en respectant les informations clés mentionnées sur le marché et/ou le bon de commande.

Le triplet nécessaire au dépôt des factures dématérialisées sur le portail Chorus Pro figurant sur le bon de commande précise :

- Le numéro de SIRET de l'Inserm : 180 036 048 02409
- Le code de l'entité à facturer : US11
- Le numéro d'engagement juridique : n° du bon de commande

10.2. - Délai global de paiement

Le paiement est subordonné à la constatation du service fait conformément aux obligations contractuelles figurant dans le marché.

En application de l'article R2192-10 du CCP, le règlement des fournitures intervient par virement bancaire dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture par le pôle financier de la Délégation Régionale Paris IDF SUD de l'Inserm, sous réserve des dispositions suivantes :

- ✓ Prestations reconnues conformes en tous points aux engagements
- ✓ Aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

Ce délai est décompté à partir de la date de réception de la facture ou de la date d'admission des prestations ou des livraisons.

NB : En tout état de cause, la date de départ de prise en compte de ce délai peut être prorogée si tous les éléments constitutifs à la mise en paiement des sommes dues ne sont pas réunis.

10.3. - Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement contractuel fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché.

Le retard de paiement donne également lieu de plein droit et sans autre formalité au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires applicable au marché est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4. - Ordonnateur et comptable assignataire

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est la Délégée Régionale Paris IDF Sud de l'Inserm.

Le comptable assignataire du paiement est l'Agent Comptable Secondaire de la même Délégation Régionale.

L'ordonnateur et le comptable assignataire sont tous deux installés à l'adresse suivante :

INSERM – Délégation Régionale Paris IDF Sud
48-50, rue Albert
5640 PARIS Cedex 13

10.5. - Acomptes

Les sommes dues au titulaire sont réglées à terme échu après remise de la demande de paiement et prononciation de la réception de la prestation correspondante. Le titulaire peut demander le paiement d'acomptes trimestriels.

En application de l'article L. 2191-4 du Code de la commande publique, les prestations donnent lieu à des versements à titre d'acomptes dans les conditions prévues par voie réglementaire, dès lors que les prestations ont commencé à être exécutées. Les acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs.

Le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Conformément à l'article R.2191-22 du CCP, lorsque le Titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise ce délai est ramené à un mois uniquement sur demande du Titulaire du marché.

Les acomptes sont calculés en fonction de l'avancement de l'exécution des prestations.

Le solde des prestations réellement exécutées est versé à titre d'acomptes après admission des prestations concernées.

ARTICLE 11. PENALITES

Les pénalités s'appliquent par des réfections sur les demandes de paiement. Elles ne sont pas révisables et sont cumulables entre elles.

11.1. – Pénalités pour retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée par application des stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard. Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné. Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Toutefois, la non-exécution du marché consécutives à un cas de force majeure, à une grève de personnel, ne peut entraîner pour le titulaire le paiement de pénalités de retard.

11.2. – Pénalités pour non-respect des dispositions environnementales et sociales

11.2.1. Pénalité pour non-respect des engagements environnementaux

Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000€ en cas de non-respect de ses engagements en matière de protection de l'environnement et des actions dans le domaine social tels que définis dans les pièces du présent marché.

11.2.1. Pénalité pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de 50 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 75 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par l'établissement.

ARTICLE 12. ASSURANCE

Le titulaire doit avoir contracté une assurance, valable pour la durée du marché, auprès d'une compagnie d'assurance agréée au sens des articles R 321-1 et suivants du Code des Assurances.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

L'assurance du titulaire doit garantir la responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle, incluant la responsabilité civile après travaux ou livraison du titulaire en couvrant les dommages matériels,

immatériels et corporels pouvant être causés à l'Inserm ainsi qu'aux tiers, par tout événement intervenant dans le cadre de l'exécution du présent marché, et notamment par le fait des produits, du personnel ou des collaborateurs du titulaire, de façon à faire bénéficier l'INSERM dans tous les cas de mise en jeu de la responsabilité du titulaire, d'une indemnisation pécuniaire.

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'Inserm en cas d'inexécution.

Le titulaire doit pouvoir fournir, sur la demande de l'INSERM une attestation de la police d'assurance souscrite ainsi que des justificatifs de renouvellement de cette police.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

ARTICLE 13. RESILIATION

Les stipulations du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-6 et suivants du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Dans le cas où le Titulaire ne respecterait pas les obligations du présent marché, l'Inserm serait en droit de résilier le marché aux torts du Titulaire.

Ainsi, en cas de manquement aux obligations contractuelles, l'Inserm notifiera au titulaire une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution et informant de la sanction envisagée, en cas non-exécution. Le marché sera résilié par l'Inserm dans le cas où les vérifications ne sont pas conformes aux lois et règlement en vigueur.

ARTICLE 14. MODIFICATION RELATIVE AU TITULAIRE DU MARCHE

En application des dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de notifier sans délai au RPA les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

ARTICLE 15. MODIFICATION DES CONDITIONS DU MARCHE

En cas de modifications des conditions du marché telles qu'elles nécessiteraient la conclusion d'un avenant, les nouvelles conditions n'entreront en vigueur qu'à partir de la notification dudit avenant, après visa des instances de contrôle.

ARTICLE 16. RESPECT DES DISPOSITIONS LEGALES

Tous les six mois et jusqu'à la fin du marché, le titulaire devra transmettre une attestation de fourniture des déclarations sociales et fiscales, prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des

contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

En application de l'article L8222-6 du Code du Travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L 8221-5 du Code du Travail, l'Inserm devra enjoindre au titulaire de faire cesser sans délai cette situation.

Si le titulaire n'a pas apporté la preuve de la régularisation de sa situation dans un délai de deux mois, l'Inserm peut rompre le contrat, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Cette transmission s'effectue depuis la plateforme e-attestations.fr.

ARTICLE 17. DIFFERENDS ET LITIGE

Les parties tentent de résoudre à l'amiable tout différend qui pourrait naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché.

A défaut d'accord, le tribunal administratif de Paris est saisi du litige :

Tribunal administratif de Paris
7, rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04 - France
Téléphone : 01 44 59 44 00
Télécopie : 01 44 59 46 46
Mail : greffe.ta-paris@juradm.fr

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Inserm – Délégation Régionale Paris IDF Sud
Service achats
48/50, rue Albert
75640 Paris Cedex 13 - France
Tél : 01 85 55 38 34
Fax : 01 85 55 38 02
Courrier électronique (e-mail): achat.paris11@inserm.fr

ARTICLE 18. LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Articles du CCAP qui dérogent au CCAG	Articles du CCAG auxquels il est dérogé
2	4.1
3.2.3	5.5.1
4.2.2	28
6	35
11.1	14.1.2 et 14.1.3

Annexe : traitement des données à caractère personnel

Article 1. Contexte et Objet

L'Inserm, responsable du traitement, a souscrit à un ou plusieurs services auprès du titulaire dans le cadre du présent marché.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, le titulaire du présent marché est autorisé à traiter pour le compte de l'Inserm les données à caractère personnel nécessaires pour fournir des prestations objet du présent marché. Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, le « RGPD »).

A ce titre, le titulaire du présent marché a le statut de sous-traitant conformément à la définition de l'article 4 du RGPD.

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable du traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Article 2. Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le titulaire du marché est autorisé à traiter pour le compte de l'Inserm, les données à caractère personnel dont le traitement est strictement nécessaire à l'exécution du présent marché. La notion de « donnée à caractère personnel » doit être entendue au sens de l'article 4, 1) du RGPD.

La ou les finalité(s) du traitement sont :

- l'objet du présent marché, à savoir des prestations de tiers de confiance dans le cadre de la cohorte CONSTANCES pour l'UMS11 Inserm UVSQ ;
- les finalités secondaires sont détaillées dans le présent CCTP.

Les catégories de personnes concernées sont celles dont les données sont traitées dans le cadre de l'exécution du marché.

Pour l'exécution du service, objet du présent contrat, l'Inserm met à la disposition du titulaire du marché les informations nécessaires figurant dans les pièces particulières du présent marché.

Article 3. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable du traitement

Le titulaire du marché s'engage à :

1. Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance, en lien avec l'objet du présent marché.

2. Traiter les données conformément aux instructions documentées de l'Inserm figurant au sein des pièces du marché. Si le titulaire du marché considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'Inserm. En outre, si le titulaire du marché est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale,

en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'Inserm de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;

3. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;

4. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :

- S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Article 4. Sous-traitance

Le titulaire du marché peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous - traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'Inserm de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants.

Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

L'Inserm dispose d'un délai maximum de 21 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections.

Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'Inserm n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'Inserm. Il appartient au titulaire du marché de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de sorte que le traitement réponde aux exigences du RGPD.

Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire du marché demeure pleinement responsable devant l'Inserm de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

Article 5. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'Inserm de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Article 6. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le titulaire du marché doit aider l'Inserm à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire du marché des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire du marché doit adresser ces demandes **dès réception** par courrier électronique à dpo@inserm.fr

Article 7. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire du marché notifie à l'Inserm toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et dans un **délai maximum de 72 heures** et par le moyen suivant : par courrier électronique à dpo@inserm.fr

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'Inserm, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente. Le titulaire du marché doit communiquer à l'Inserm les informations suivantes :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que le sous-traitant propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée.

Article 8. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le titulaire du marché aide l'Inserm pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données. Notamment, il lui communique toute documentation utile pour mener à bien l'analyse d'impact.

Le titulaire du marché aide l'Inserm pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Article 9. Mesures de sécurité

Le titulaire du marché s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

- Se référer également aux pièces particulières du marché qui peuvent indiquer d'autres mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

Le sous-traitant élabore un plan de sensibilisation à la sécurité, destiné à l'ensemble des collaborateurs et adapté à la fonction de chacun. L'équipe sécurité du sous-traitant sensibilise l'ensemble du personnel afin que chacun prenne conscience de sa responsabilité dans le processus d'amélioration de la sécurité.

La politique de sécurité logique du sous-traitant est fondée sur un ensemble de principes fondamentaux appliqués au sein de ses infrastructures. Ces principes étant :

- Tout ce qui n'est pas explicitement autorisé est interdit,
- Il n'y a jamais de connexion directe entre le(les) réseau(x) protégés et interne (firewall),
- Les équipements connectés sur le réseau interne sont « invisibles » d'internet,
- Les communications privées entre les différents sites à travers un réseau externe (ie. non géré par le sous-traitant) sont protégées (par exemple via un VPN),
- L'accès aux services est opérationnel en permanence :

Tous les matériels (climatiseurs, panneaux électriques...) utilisés par le sous-traitant (hors routeurs dont la disponibilité est assurée par une politique de redondance + spare) font l'objet d'un contrat de maintenance 7j/7 24h/24 avec dépannage sous 4h auprès du constructeur ou de son représentant agréé. De plus, afin d'assurer la meilleure disponibilité des services mutualisés critiques (réseau, DNS, ...), le sous-traitant met en place une infrastructure complètement redondée pour ceux-ci. Certains services bénéficient même de la fonctionnalité de répartition de charge afin de limiter les goulots d'étranglement et la congestion du réseau.

Article 10. Sort des données à l'issue de la relation commerciale

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire du marché s'engage à :

- Détruire toutes les données à caractère personnel communiquées par l'Inserm après réversibilité
- Adresser un procès-verbal de destruction à l'Inserm.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire du marché. Une fois détruites, celui-ci doit justifier par écrit de la destruction.

Article 11. Délégué à la protection des données

Le titulaire du marché communique à l'Inserm le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du RGPD.

Article 12. Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire du marché déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins de sécurité quant à la nature de la donnée :
 - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Article 13. Documentation

Le titulaire du marché met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'Inserm ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.